



## **Déclaration des Elus et Représentants CGT au CCE**

sur le projet d'apport partiel d'actifs du Laboratoire d'Etalons d'Activité (LEA) à la société ANC EXPANSION 5, de transfert des salariés AREVA NP affectés à l'activité du LEA au sein de cette société et de cession des titres d'ANC EXPANSION 5) à AREVA NC

### **Réunion du CCE du 16 mai 2017**

Nous sommes consultés aujourd'hui sur la filialisation des activités du Laboratoire d'Etalons d'Activité (27 salariés).

Dans son rapport du 20 avril dernier SECAFI précisait que les activités du LEA répondent à des besoins **ciblés et essentiels** pour nos activités chaudière, et pour de nombreux autres clients en France, dont la recherche médicale et la médecine nucléaire.

**Le LEA n'a jamais été une entité économique autonome visant une rentabilité financière. C'est une activité d'utilité publique.**

Suite à la décision de Juin 2015, la direction de NP prétend que cette activité n'entre pas dans son périmètre, et dès le projet de réorganisation, annonce sa filialisation et son transfert vers New AREVA.

Le document remis aux élus par la direction précise que le LEA a pour principal concurrent un laboratoire allemand dont la puissance financière et les moyens humains et matériels sont sans commune mesure (plus de 500 salariés et 140 millions d'€ de CA en 2015) avec ceux du LEA.

**La filialisation du LEA en fait un pygmée face à un géant.**

Les responsables de la future filiale ne connaissent que très partiellement les problématiques, les besoins, les difficultés auxquelles celle-ci est soumise et prétendent pourtant pouvoir assurer son développement.

**Malgré ces faiblesses, les salariés sont prêts à relever les défis futurs.** Les décisions unilatérales, et le refus de la direction de négocier de futurs statuts permettant aux salariés de se projeter dans l'avenir avec confiance, font que d'une équipe motivée et constructive il y a quelques mois, la direction a donc réussi à en faire une équipe désenchantée et pleine de doutes.

**La direction « à double tête » d'Areva refuse de s'engager clairement sur le reclassement des salariés en cas de fiasco de la nouvelle filiale, et n'a pas à ce jour formalisé ses engagements sur les commandes nécessaires aux activités de NP et qui permettrait d'assurer un chiffre d'affaires minimum.**

De plus, les autorisations INB de transfert de cette activité ne sont toujours pas finalisées, alors qu'elles constituent une condition suspensive à la réalisation de l'apport partiel d'actifs au moment de la création de la filiale le 30 juin 2017.

Comme à son habitude, la direction a lancé la procédure en urgence avant que ces démarches administratives soient sécurisées car son seul objectif est la cession de NP à EDF.

Encore aujourd'hui, les différentes entités sont toujours dans le groupe AREVA, mais tout se passe comme si les cessions et autres restructurations étaient déjà faites, les directions se renvoient la balle comme si elles ne travaillaient pas ensemble à la préparation des différentes cessions, réorganisations, statuts sociaux, etc. du groupe.

**La vérité, c'est que ce transfert, contrairement à ce qu'affirme la direction, n'est pas guidé par un objectif de synergie et de développement d'une activité, mais uniquement par l'objectif de "blanchir" les comptes de NP en vue de sa cession à EDF.**

Non seulement cette décision menace l'activité du LEA mais entrainera aussi des conséquences graves sur les missions d'utilité publique du LEA. Comme la fermeture du réacteur OSIRIS par le CEA pour raisons purement économiques, avec un risque de monopole, une menace de pénurie et de surenchère des prix, plaçant les clients du LEA, et par voie de conséquence des patients en danger pour la partie médicale, la CGT constate que les pouvoirs publics, les directions d'AREVA et d'EDF ne tiennent pas compte de ces aspects humains.

**En conclusion, la CGT émet un avis défavorable sur le projet GLOBAL.**